



Fermeture de la mine Jeffrey d'Asbestos

3 000 personnes

descendent dans la rue pour clamer leur **solidarité**

par Jacqueline de Bruycker



Ils étaient 3 000 descendus dans la rue en ce froid mercredi de novembre pour réclamer collectivement le droit de survivre. Ils étaient jeunes, vieux, ils venaient de tous les milieux et oubliant ce qu'hier encore les séparait, les hommes, les femmes et les enfants d'Asbestos ont marché soudés par la solidarité, répondant ainsi au mot d'ordre lancé par la Centrale des syndicats démocratiques (CSD).

Avec l'annonce de la fermeture de la mine Jeffrey, tout a basculé, la vie des travailleurs de l'amiante, celle de leurs proches, de la communauté toute entière. Pourtant malgré l'inquiétude et l'insécurité qui les rongent, ils ont, par cette grande marche de solidarité, publiquement exprimé à la face de la population du Québec, à la face des gouvernements, leur profonde détermination et leur solidarité sans faille.

Suite à la page 18

« À Asbestos, nous refusons le fatalisme, la résignation. »

Suite de la page 17

Toute la ville marche

Le temps de quelques heures, tout s'est arrêté à Asbestos ou presque. Les commerces, les bureaux, les ateliers avaient, en grand nombre, fermé leurs portes permettant ainsi à leur personnel de participer à la marche. À la polyvalente l'Escale, les cours ont été suspendus, libérant les étudiants, qui sont venus se joindre aux marcheurs, solidaires par delà les généra-



François Vaudreuil

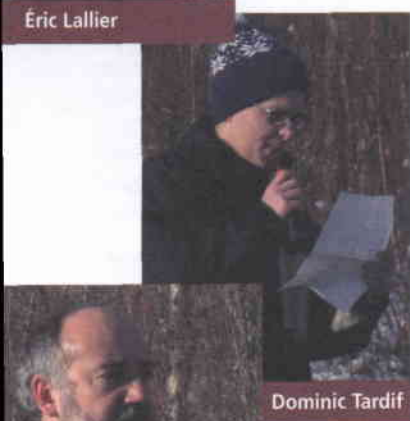


tions de leurs revendications, de leur combat.

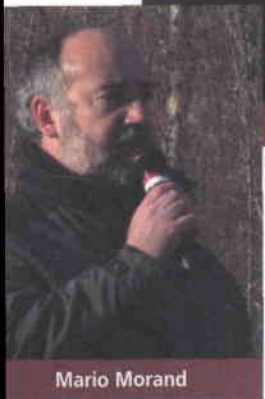
Les appuis sont aussi venus de la Confédération française des travailleurs chrétiens



Éric Lallier



Dominic Tardif



Mario Morand

(CFTC) et de la **Confédération mondiale du travail (CMT)**, qui ont salué la détermination et le courage des travailleurs de l'amiante d'Asbestos tout en les assurant qu'ils seront à leurs côtés dans la lutte qu'ils mènent pour s'assurer un avenir décent.

Galvanisée par ces appuis, c'est en chantant et en scandant haut et fort « so, so, so, solidarité » que la population d'Asbestos a entamé SA marche, qui devait la mener du local du Syndicat national de l'amiante d'Asbestos inc. à l'aréna Connie-Dion.

À mi-chemin, deux représentants du conseil étudiant de la polyvalente, **Éric Lallier** et **Dominique Tardif**, ainsi que le président du Centre local de développement, **Mario Morand** et le président de la Chambre de commerce de la région d'Asbestos, **Michel Chouinard**, se sont adressés à la foule, debout sur la remorque d'un camion. Chacun à sa manière, dans ses mots, a parlé de solidarité, d'avenir,

invitant la population à se tenir fièrement debout derrière les travailleurs et les retraités de la mine Jeffrey et à s'unir pour empêcher l'agonie de leur communauté.

Tout au long du parcours, la foule n'a cessé de grossir, des gens venant s'ajouter aux marcheurs pour exprimer leur solidarité envers un grand-père, un père, un frère qui a déjà travaillé à la mine. Côte à côte, ils ont marché dans la fierté, déterminés à se battre.

Non à la résignation

« À Asbestos, nous refusons le fatalisme, la résignation. Il y a longtemps que nous avons compris que c'est en nous unissant et en parlant d'une seule et même voix que nous avons le pouvoir de changer le cours des choses. À Asbestos, on appelle ça la solidarité et vous pouvez en être fiers », a lancé, à la fin de la marche, **François Vaudreuil**, président de la CSD.



Debout devant l'immense camion minier de 200 tonnes, auquel était accroché une grande banderole sur laquelle on pouvait lire : « Asbestos – Une communauté tissée serrée – Une détermination à appuyer », d'autres orateurs se sont adressés à la foule qui, massée dans le stationnement de l'aréna Connie-Dion, brandissait pancartes et drapeaux aux couleurs de la centrale.

Rodrigue Chartier, président du Syndicat national de l'amiante d'Asbestos inc., a, quant à lui, dénoncé l'apathie des gouvernements. « La fermeture de la mine a eu l'effet d'un tremblement de terre. Habituellement, quand cela se produit, les gouvernements se dépêchent de reconstruire les routes, les infrastructures, etc. Pourquoi ne font-ils pas la même chose



Rodrigue Chartier

pour Asbestos, victime d'un séisme qui a frappé des centaines de travailleurs et hypothéqué la vie de nombreux retraités ? ».

Les députés provincial et fédéral, **Yvon Vallières** et **André Bachand**, ont, eux aussi, réclamé l'aide des gouvernements afin que le « patrimoine minier » d'Asbestos soit conservé,



Denis Vigneault
Organisateur de la marche de solidarité

voire développé, mais aussi pour qu'ils prennent en charge les travailleurs âgés jusqu'à leur retraite. Quant

à la mairesse, **Louise Moisan-Coulombe**, elle s'est adressée tout particulièrement au gouvernement du Québec, lui demandant de « garder l'intégrité » des équipements, soulignant que la mine Jeffrey disposait de suffisamment de réserves pour produire du chrysotile pendant 25 ans encore.

Avec la marche de solidarité, les travailleurs de la mine d'amiante d'Asbestos ont retrouvé le goût de se battre. La bataille qu'ils viennent d'engager, c'est, une fois de plus, celle de leur avenir, de leur survie. Ils ont prouvé dans le passé leur courage, leur détermination, ils sont décidés à le prouver aujourd'hui encore.

« Je suis très satisfait de la façon dont les travailleurs, la



Francesco Spertini
Porte-parole des retraités

population toute entière ont répondu à notre invitation et témoigné leur solidarité. La participation a dépassé toutes nos espérances,

c'est une réussite incontestable. Ce n'est pas tous les jours qu'on peut voir plus de 3 000 personnes unies par un même objectif descendre dans la rue et manifester dans la calme et la dignité. C'est une véritable victoire pour Asbestos. La balle est maintenant dans le camp des gouvernements », a conclu Rodrigue Chartier.

Les gouvernements interpellés

Les gouvernements de Québec et d'Ottawa ont été les premiers interpellés par cette marche de solidarité. Le président de la CSD a été très clair en les sommant de prendre des mesures concrètes afin de permettre aux hommes, aux femmes et aux enfants d'Asbestos non seulement de survivre à la fermeture de la mine, mais aussi de connaître, au sein même de leur communauté, des lendemains meilleurs.

À cet effet, il a soumis aux deux gouvernements quatre revendications précises. En tout premier lieu, la CSD et le Syndicat national de l'amiante d'Asbestos inc. exigent des gouvernements qu'ils corrigent une injustice qu'ils ont eux-mêmes créée, en rétablissant le plus rapidement possible un **programme de soutien du revenu** pour les travailleurs âgés, victimes d'un licenciement collectif.



« Ce dont la grande majorité des travailleurs de l'amiante d'Asbestos ont surtout besoin, c'est qu'on leur permette de continuer à vivre décemment, dans la dignité et le respect de soi jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de 65 ans. Ce serait un juste retour des choses pour ces travailleurs, qui ont travaillé durement toute leur vie et qui ont contribué à bâtir notre société, souvent au détriment de leur santé, de leur sécurité. Pour nous, c'est une question d'équité et de justice sociale », a souligné François Vaudreuil.

C'est la seule option possible quand on connaît la réalité même des travailleurs de la mine Jeffrey : 97% d'entre eux ont plus de 50 ans, 60% plus de 55 ans, 83 % comptent plus de 30 ans de service et le niveau de scolarité d'un grand nombre ne correspond plus aux nouvelles exigences du marché du travail. Ce sont des hommes prématurément usés, pris au piège de la mauvaise réputation de l'amiante.

« Il n'y a personne qui peut prétendre que tous ces travailleurs auront la possibilité de se trouver un autre emploi à des conditions comparables. Il n'y a que le gouvernement fédéral pour y croire. Des ministres, entourés de savants technocrates, enfermés dans leur tour d'ivoire savent ce qui est bon pour le peuple. Mais, sur quelle planète vivent-ils ? », a-t-il lancé, reprochant à Ottawa d'ignorer la détresse psychologique qui frappe les travailleurs de la mine Jeffrey et de ne leur offrir que des mesures actives de réinsertion au monde du travail.



André Bachand



Louise Moisan-Coulombe



Yvon Vallières

Une région à rebâtir

La CSD et le Syndicat national de l'amiante d'Asbestos réclament également de Québec une aide financière pour usiner les 125 000 tonnes de minerais déjà extraites, ce qui permettrait aux 311 travailleurs de la mine et à leur famille de respirer un peu. Ils exigent aussi du gouvernement provincial qu'il mette un frein à l'appauvrissement de ces travailleurs en leur accordant les mêmes avantages que ceux qu'il offre aux travailleurs des régions ressources lors de licenciement collectif.

Enfin, ils ont demandé avec insistance aux deux paliers de gouvernements de déployer tous les efforts possibles pour aider Asbestos à diversifier son économie.

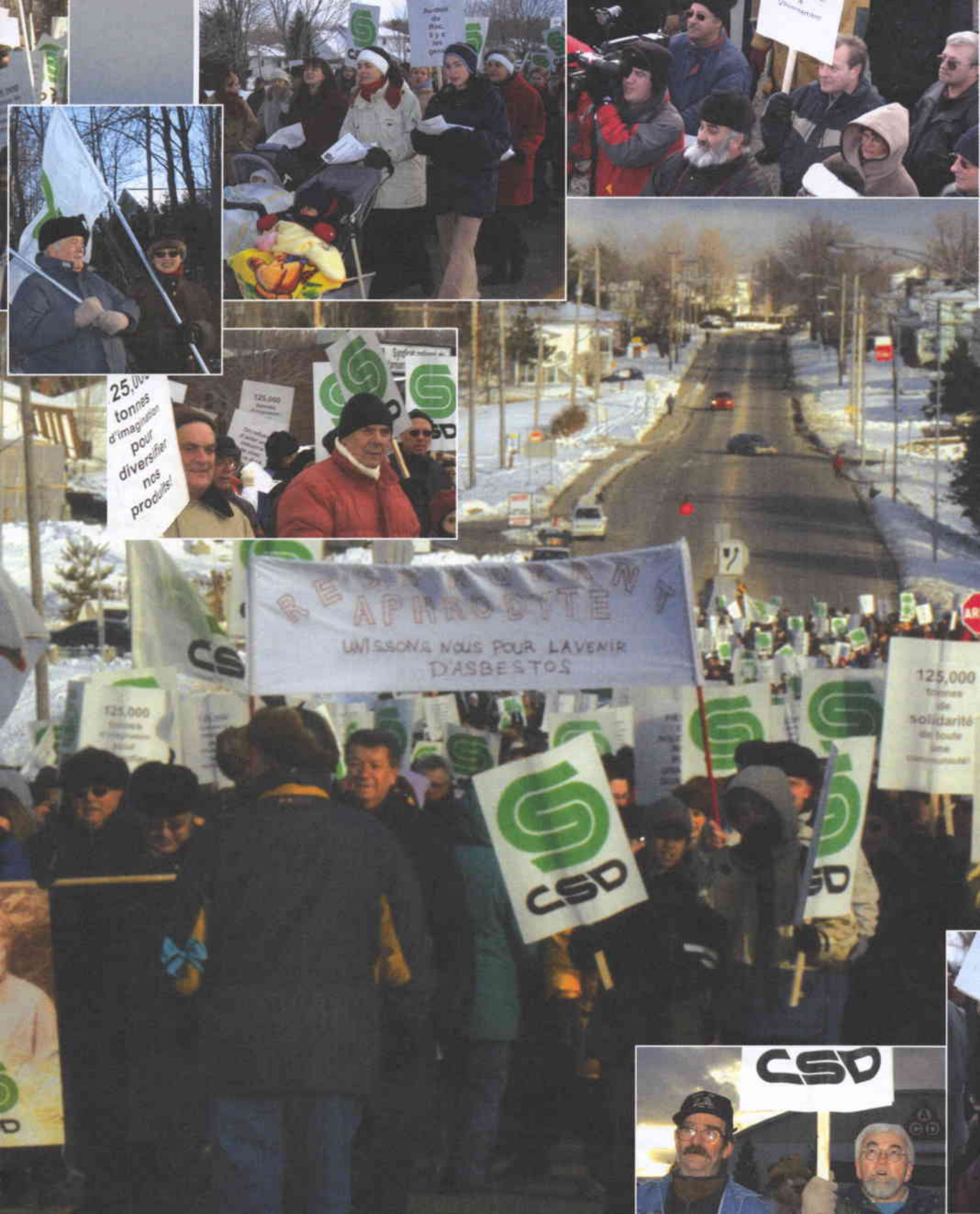
Le président de la CSD a, à l'occasion de la marche de solidarité, réaffirmé aux travailleurs de la mine Jeffrey « que la CSD demeurera à vos côtés pour défendre vos revendications, pour combattre le déséquilibre social avec une seule et unique ambition, celle de travailler à l'édification d'une société plus juste, plus humaine, plus démocratique et plus solidaire, afin de toujours améliorer nos vies par un meilleur partage de la richesse ».

Suite à la page 20



Marche de solidarité - 27 novembre 2002

**« À Asbestos, nous refusons le fatalisme, la
que c'est en nous unissant et en parlant d'une seule et même voix
À Asbestos, on appelle ça la solidarité et vous pouvez en être fier**



25,000 tonnes d'imagination pour diversifier nos produits!

125,000 tonnes

125,000 tonnes

125,000 tonnes

125,000 tonnes

125,000 tonnes

125,000 tonnes

125,000 tonnes

125,000 tonnes

125,000 tonnes

125,000 tonnes

125,000 tonnes

125,000 tonnes

125,000 tonnes

125,000 tonnes

125,000 tonnes

125,000 tonnes

125,000 tonnes

125,000 tonnes

Syndicat national de l'asbestose

Syndicat national de l'asbestose

Syndicat national de l'asbestose

Syndicat national de l'asbestose

Syndicat national de l'asbestose

Syndicat national de l'asbestose

Syndicat national de l'asbestose

Syndicat national de l'asbestose

Syndicat national de l'asbestose

Syndicat national de l'asbestose

Syndicat national de l'asbestose

Syndicat national de l'asbestose

REAPPROPRIÉ LE SAVOIR POUR L'AVENIR D'ASBESTOS

125,000 tonnes de solidarité de toute une communauté!

CSD

CSD



Jeannot Picard

Figure marquante de la CSD, Jeannot Picard s'est joint à la marche de solidarité d'Asbestos. Aujourd'hui retraité, il a travaillé plusieurs années à la mine Jeffrey avant de devenir conseiller syndical et directeur professionnel de la Fédération démocratique de la métallurgie, des mines et des produits chimiques (CSD). Jeannot Picard a également fait sa marque à la centrale comme trésorier de 1983 à 1991.

Un espoir subsiste

« Il faut que les gouvernements bougent, il faut qu'ils nous aident, qu'ils nous donnent de quoi vivre en attendant la retraite. Ils ne peuvent pas nous abandonner comme ça », lance Noël Côté. Le programme de soutien du revenu pour les travailleurs âgés, revendiqué par la CSD, c'est le seul espoir qu'il lui reste et il s'y accroche de toutes ses forces. Il n'est pas le seul.

Comme tous les hommes de sa famille depuis plusieurs générations, Noël Côté a travaillé à la mine Jeffrey. Il y a été dynamiteur et foreur pendant 35 ans, un travail qui l'a durement marqué. « Jamais, je n'aurais pensé voir la mine fermer, ni perdre mon emploi. Ça devait durer toute la vie. Et, tout d'un coup, à 58 ans et demi, je me retrouve devant rien. Ça va être serré. Je vais avoir de la misère à passer au travers, ça peut même arriver que je perde ma maison. Mais qu'est-ce que je peux faire ? Je n'ai pas assez d'instruction pour retrouver du travail », avoue-t-il.

Richard Charland est tout aussi désillusionné. Il a 53 ans, dont 33 ans passés à la mine. Il y était magasinier.

« C'est ma dignité qu'on m'a volée. Je n'ai pas d'espoir de me retrouver du travail. Quel employeur va vouloir de nous, ils ont peur de nous, on est contaminés, de véritables pestiférés, on est condamné à faire des jobines le reste de notre vie, c'est tout ce qu'on peut espérer ». Il savait que tout ne tournait pas rond à la mine, mais la fermeture l'a pris par surprise, lui aussi. « Je pensais qu'en attendant que le marché de l'amiante reprenne, on aurait continué comme par les années passées avec des arrêts de production de plusieurs semaines. Un peu de travail, un peu d'assurance-emploi, ça aurait été mieux que plus de travail du tout, au moins, on aurait pu survivre. »

« Ce n'est pas facile ce qu'on vit actuellement. J'ai travaillé dur toute ma vie, j'ai 37 ans de mine et d'un coup sec, j'ai perdu mon emploi, mon assurance-vie, mon assurance-médicaments, je vois mon fonds de pension s'envoler en fumée ». À 55 ans, la santé sérieusement hypothéquée, **Alain Raymond** craint d'être obligé de devoir vendre sa maison pour se rendre jusqu'à la pension.

Alain Gagné aura 55 ans en mars, il a déjà frappé

à la porte de plusieurs employeurs, mais en vain. « C'est toujours la même réponse : je suis trop vieux et, pourtant j'ai encore le cœur à l'ouvrage, mais ils ne veulent pas m'essayer », lance-t-il.

Quand la mine a fermé, **Collin Horan** avait 40 ans, 8 mois et 15 jours d'ancienneté, il ne lui restait que six mois avant sa pension. « J'ai réussi à chasser ma colère, j'essaie de rassembler toutes mes énergies pour survivre, mais je reste profondément frustré. J'aurais pu avoir une pension confortable, j'avais hâte. Maintenant, je ne sais pas ce que je vais recevoir, mais, d'après mes calculs, on n'y arrivera pas, ma femme et moi. Pour le moment, je vends mes services, mais il y a peu de preneurs pour un homme de 60 ans », reconnaît-il.

D'autres, moins nombreux, sont convaincus de se replacer, mais à plusieurs dizaines de kilomètres d'Asbestos et souvent à un salaire moindre. **Jacques Lemay**, 53 ans, 35 ans d'ancienneté est du nombre. « J'ai passé plusieurs entrevues, j'ai confiance, mais c'est sûr que je ne retrouverais pas les conditions que j'avais à la mine, mais au moins ça va me permettre de vivre. »

Jean-Pierre Desfossés, 52 ans, 32 ans d'ancienneté, est, lui aussi, convaincu de décrocher du travail. Son métier d'électricien devrait lui ouvrir plus de portes qu'à la plupart de ses anciens collègues de travail. Il condamne l'attitude que certains employeurs ont à l'égard des travailleurs de la mine Jeffrey, « On ne meurt pas sur le bord du trottoir, à Asbestos, il n'y a plus eu aucun cas de maladie professionnelle de déclaré depuis 1975, mais certains préjugés ont la vie dure. »

La reprise temporaire des activités de la mine Jeffrey ne change rien, selon lui, à la situation, « on va quand même finir par perdre notre emploi, ce n'est qu'une question de temps », ajoute-t-il.

Des retraités dépossédés

Les retraités sont, eux aussi, descendus dans la rue, prêts à se battre pour préserver les actifs de toute une vie de travail. Au cours des dernières années, la capitalisation du régime de retraite n'a cessé de dégringoler. À défaut de disposer d'une évaluation actuarielle, on estime que sa capitalisation actuelle serait de 70 à 60 %.

Pour les retraités, cela signifie des prestations réduites, des revenus moindres, qui se conjuguent à la perte de leurs assurances vie et médicaments. C'est la vie qu'ils ont réussi à se bâtir après le travail qui est brutalement remise en question, c'est aussi la fin de certains rêves, l'abandon de certains projets. Une situation qu'ils ont du mal à comprendre et surtout à accepter. Ils se sentent piégés, démunis.

« Chaque dollar qu'on va m'enlever, c'est comme si on me le volait », ce cri de **Lucien Provencher**, retraité depuis une quinzaine d'années, traduit bien combien ils se sentent dépossédés de ce à quoi leurs longues années de travail à la mine leur avait donné droit. C'est, du moins, ce qu'ils croyaient. 